Mouvement des Entreprises de France

La France toujours à la traîne de l'Europe : les réformes doivent s'amplifier

Publié le 10 février 2015

La Commission européenne a publié la semaine dernière ses prévisions d'hiver pour l'Union européenne, la zone euro et les 28 Etats membres.

Ces prévisions restent alarmantes pour la France, en dépit d'une légère amélioration de certains paramètres. Elles confirment que nous décrochons par rapport aux autres Etats membres de la zone euro :

- en termes de croissance, nous sommes en 2014 en queue de peloton avec un taux de croissance de 0,4 % du PIB, largement au-dessous de la moyenne de la zone euro, qui est de + 0,8 %. Nous le resterons en 2015, avec une croissance prévue de 1 %, toujours inférieure à la moyenne européenne (1,3 %) ;

- en matière de chômage, la France partage avec l'Italie et la Finlande la singularité d'être parmi les rares pays de la zone euro ayant un taux de chômage élevé pour lesquels la Commission prévoit seulement une stabilisation, voire une légère augmentation de ce taux en 2015 ;

- s'agissant des finances publiques, notre déficit public s'est aggravé en 2014, à - 4,3 % du PIB (- 2,6% en moyenne pour la zone euro), et devrait se maintenir à - 4,1 % en 2015 et 2016 à politique économique inchangée ;

- enfin, si notre balance commerciale se redresse légèrement grâce à la baisse du prix du pétrole, le déficit hors pétrole et ventes de matériels militaires s'est significativement accru.

Ces chiffres démontrent une fois de plus le retard pris par notre pays en matière de réformes : la France est le dernier des grands pays de la zone euro à ne pas s'être réformé ou à l'avoir fait de façon très insuffisante depuis 10 ans. On en mesure désormais les conséquences concrètes sur notre capacité à retrouver le chemin d'une croissance durable créatrice d'emplois.

Pour **Pierre Gattaz, président du Medef**, qui rencontre les eurodéputés à Strasbourg le 10 février, « *alors que l'on se trouve de façon un peu exceptionnelle face à une conjonction de facteurs externes favorables (baisse du prix du pétrole, baisse du taux de change de l'euro, assouplissement monétaire, plan Juncker, croissance aux Etats-Unis et dans les pays émergents, reprise au sein de l'UE…), la France ne doit plus temporiser et doit mettre en œuvre les réformes nécessaires : marché du travail, retraites, système de santé… Il en va de notre capacité à retrouver une croissance durable et à recréer des emplois dans les années qui viennent.* »